

# MUNICIPALISME : DE L'ÉMANCIPATION CITOYENNE AU POUVOIR POLITIQUE EN COMMUN



## note

septembre 2017



Les 9, 10 et 11 juin 2017 à Barcelone se réunissaient 700 participants et plus de 180 villes issues de 40 pays à l'occasion de la rencontre internationale « Villes sans peur » (Fearless cities) à l'invitation de Barcelona en Comú - cette plateforme citoyenne, constituée en parti politique, qui a remporté les élections municipales de 2015 - et avec le soutien de plusieurs partenaires (Commons Polis) et de fondations (Fondation Charles Léopold Mayer,

Guerrilla Foundation, OSIFE, Ford Foundation, Chorus Foundation, Grassroots International, Karibu Foundation, European Cultural Foundation) appartenant au réseau EDGE Funders Alliance. Derrière ce crédo « Villes sans peur » figure un appel à l'altérité vis à vis des femmes et des réfugiés notamment (Villes espoir, Villes refuge), ainsi qu'à une autre pratique de la démocratie et une autre relation au pouvoir, au politique.

> Auteur: Elisabeth Dau (IRG)  
Septembre 2017

## RÉSUMÉ

Initiée par la plateforme citoyenne *Barcelona en Comú*, la rencontre internationale des Fearless Cities (Barcelone 9,10, 11 juin 2017), au crédo de « Villes sans peur, villes espoir, villes refuges », a ouvert un espace de rencontres et d'échanges sur la diversité des expressions du municipalisme à travers le monde. Elle démontre la force des revendications d'émancipation citoyenne, de justice sociale et d'éthique, qui amène des mouvements citoyens à « remporter des villes » et exercer le pouvoir en commun. Si l'Espagne se démarque nettement par la victoire électorale de nombreuses « municipalités du changement en 2015 », d'autres émergent également au Royaume-Uni, au Chili, au Brésil, aux Etats-Unis, en France, ... jusqu'aux provinces kurdes du nord de la Syrie.

Malgré la diversité de leurs contextes, ressortent plusieurs traits communs à ces mouvements municipalistes. Tout d'abord la similitude des crises qui favorisent ces conquêtes municipales. De ces crises est née une forte ambition partagée de « recréer des institutions pour gérer en commun ». Répondre aux besoins, attentes et urgences des populations délaissées à l'indifférence ou l'injustice de tout un système, est une priorité qui replace la notion d'intérêt général et de service public au cœur des politiques municipales. Pour les mettre en œuvre, les démarches et outils du municipalisme se veulent d'une exigence et d'une certaine radicalité démocratique. Pour autant, les défis sont nombreux pour ces municipalités qui tentent d'opérer un véritable changement dans les pratiques et les perceptions du pouvoir et du politique. Malgré leur volontarisme, l'enjeu de la participation demeure entier pour que les résultats de la participation ne stagnent plus autour d'un trop petit 15%. De l'intérieur, les mouvements municipalistes font face à un véritable enjeu de structuration, de changement d'échelle et aussi de posture dans le difficile passage de l'activisme à la gestion publique. L'ambition de certains de tendre vers des « *non state institutions* » (institutions hors de l'Etat) révèle, quant à lui, le combat plus profond qui se joue à l'encontre de l'Etat néolibéral et des institutions hiérarchisées dans lesquelles les citoyens n'ont plus accès aux sphères de décision et subissent les injustices d'un système qui ne profite qu'à une minorité.

Derrière ces pratiques du municipalisme, c'est en fait une véritable refondation de l'institution municipale qui se joue. Cette refondation invite à considérer autrement la démocratie de co-construction et le temps long, voire lent, qui est le sien. Elle engage également à ce que chacun, élu comme citoyen assume sa part de transformation. A l'heure où bien d'autres majorités en appellent au dirigisme et au repli sur soi, cette refondation réaffirme enfin la nécessité de s'inscrire dans l'espace public républicain. Celui même qui permet que la rencontre entre l'action collective des forces sociales et l'institution publique, remette le politique au service de la cité et de ses populations, dans leur pluralité.

*L'auteure remercie pour leur relecture attentive et leurs remarques avisées Vladimir Ugarte et Sergi Escribano de Commons Polis, Olivier Consolo du Mouvement Utopia, Nicolas Krausz de la Fondation Charles Léopold Mayer ainsi que les collègues de l'Institut de recherche et débat sur la gouvernance.*

note

septembre 2017

## note

septembre 2017

Les 9, 10 et 11 juin 2017 à Barcelone se réunissaient 700 participants et plus de 180 villes issues de 40 pays à l'occasion de la rencontre internationale « Villes sans peur » (*Fearless cities* <http://fearlesscities.com/>) à l'invitation de Barcelona en Comú - cette plateforme citoyenne, constituée en parti politique, qui a remporté les élections municipales de 2015 - et avec le soutien de plusieurs partenaires (Commons Polis<sup>1</sup>) et de fondations (Fondation Charles Léopold Mayer, Guerrilla Foundation, OSIFE, Ford Foundation, Chorus Foundation, Grassroots International, Karibu Foundation, European Cultural Foundation) appartenant au réseau EDGE Funders Alliance. Derrière ce crédo « Villes sans peur » figure un appel à l'altérité vis à vis des femmes et des réfugiés notamment (Villes espoir, Villes refuge), ainsi qu'à une autre pratique de la démocratie et une autre relation au pouvoir, au politique.

L'ouverture de la rencontre par les deux mairesses de Barcelone (Ada Colau - Barcelona en Comú) et de Madrid (Manuela Carmena - Ahora Madrid) est à l'image de ce rassemblement et de ce qu'il traduit comme renouvellement dans la pratique et l'imaginaire collectif vis à vis du politique au niveau municipal. En effet, en conversant en toute simplicité, sur une estrade dans un espace public extérieur, ces deux femmes partageaient leur parcours et leur pratique des responsabilités publiques et politiques. A l'occasion du lancement de ces trois journées de rencontre, les deux mairesses se faisaient porteuses d'une mise en visibilité et de l'instauration d'un rapport beaucoup plus ouvert et partagé entre elles et les habitants, citoyens, voyageurs, jeunes, sans domiciles fixes et

autres curieux venus les écouter ce soir-là.

L'élection de ces deux femmes, aux yeux des espagnols, représente un succès collectif et populaire, celui d'une lutte victorieuse pour plus de bien être, plus de droits, plus de démocratie dans un pays profondément marqué par la crise économique, sociale et la corruption. Elles sont des élues du peuple, portées par une volonté de changement et une audace populaires, qui, sans pour autant oublier leurs responsabilités publiques et institutionnelles, ont conscience qu'elles sont en train de créer un espace et un écosystème plus propices à une démocratie de co-construction<sup>2</sup>.

Une proximité, une écoute des besoins, une dynamisation des forces en présence, un esprit de justice sociale, une éthique et aussi une pratique exigeante du pouvoir dans le cadre d'« un périmètre démocratique délimité », comme aime souvent à le rappeler Jo Spiegel - Maire de Kingersheim. Voici quelques traits saillants de ce renouveau municipal, notamment en Espagne. C'est donc avec ce premier temps fort en tout début des « Fearless Cities » auquel succéda l'énergie des messages engagés d'autres maires et mairesses venus du Chili, de la Californie, du Brésil, d'Argentine, de France... que nous commençons à saisir la tonalité de ces changements à l'œuvre dans la pratique et le rapport au politique au niveau municipal. Les trois jours de conférence et d'ateliers qui ont suivi, ont permis eux aussi de mieux cerner les contours et de mieux comprendre encore ces transformations en cours à travers le mouvement dit « municipaliste ». Bien que très hétérogène, la tendance municipaliste observée, témoigne aussi d'une volonté de revoir aujourd'hui les rapports économiques dans lesquels nous plonge l'économie néo-libérale afin d'y introduire plus de justice sociale. Mais bien plus, le municipalisme se présente comme une tendance éminemment politique au sens noble du terme, pour réaffirmer, au delà de l'approche libertaire de Bookchin, l'importance de l'institution, ici municipale, pour répondre aux besoins criants des sociétés et pour dynamiser leurs énergies et forces au service de la « Polis ». Loin d'être un courant uniforme, le municipalisme revêt tout de même quelques traits caractéristiques qui nous ont semblé émerger de la croisée des différents témoignages lors des Fearless Cities.

1. Commons Polis est un espace d'échanges, de débat et de mise en réseau des acteurs de la transition au niveau local et du municipalisme citoyen, qui a réuni de nombreuses ressources (audio, video, photo) issues des Fearless Cities, à retrouver sur <http://www.commonspolis.org/activites/fearless-cities.html>

2. Jo Spiegel, Maire de Kingersheim, évoque la « démocratie-construction » comme étant une démocratie exigeante, lente et permanente, qui ne se limite pas au seul temps de l'élection et associe les habitants à la co-construction de la décision publique, l'élue devenant l'animateur du processus décisionnel et suscitant le pouvoir d'agir des citoyens. A la fois démocratie d'élaboration, d'implication et de citoyenneté active, elle combine les trois cultures de l'utopie, la résistance et l'engagement.



Ada Colau et Manuela Carmena - Photo : Empodera &amp; Almedio Consultores





Photo : Empodera &amp; Almedio Consultores



### LA CRISE, LA CAPTATION DU POUVOIR ET SON EXERCICE MALVEILLANT : ÉLÉMENTS DÉCLENCHEURS DES CONQUÊTES MUNICIPALISTES

Nous vivons résolument une période de défiance généralisée envers des pouvoirs oligarchiques (notamment dans nos sociétés occidentales<sup>3</sup>), parfois autoritaires (Turquie, Russie), qui illustrent la captation du pouvoir politique par des élites politico-économiques internationalisées. Les systèmes politiques qui en découlent, conduisent à un exercice du pouvoir politique qui ne remplit même plus sa fonction de gestion et de régulation des contraintes, notamment face au monde de la finance (voir à ce titre le témoignage de Nicole Alix). Ces derniers n'ont cessé de produire et d'accroître des inégalités. Ils répondent de moins en moins aux besoins urgents des populations (logement, santé, intégration, pauvreté, etc.). Pire, ils s'illustrent également par des pratiques de corruption plus ou moins généralisée et en toute impunité (Espagne, France, Italie, Brésil, députés européens, etc.), ce qui ne fait qu'augmenter la crise de confiance que nourrissent les citoyens à leur égard. Cette réalité traverse désormais largement le monde d'un hémisphère à l'autre, du niveau local à celui plus global. Elle est une fragilité partagée, jusque dans nos démocraties occidentales. Si cette braise alimente favorablement les foyers de l'extrémisme (religieux, nationalistes) et de la violence (armée, politique, narcotrafic, etc.), elle constitue également un terreau propice à l'émergence de formes de mobilisation collective et de solidarité plus démocratiques, inclusives et pacifiées. C'est le cas des formes d'organisation autour des communs, de l'économie sociale et solidaire, voire collaborative, ou encore des mouvements municipalistes.

Le rôle déclencheur de ces crises et pratiques malveillantes du pouvoir se retrouve également à travers les constats soulevés lors des Fearless Cities. Au prélude des conquêtes politiques municipales se trouve en effet régulièrement la double combinaison :

- d'une crise économique, sociale, politique... : internationale (crise financière), nationale (crise économique et politique d'austérité) et/ou plus localisée concernant le logement à Barcelone - Espagne, une pauvreté croissante à Buckfastleigh - Royaume Uni, le triplement de la population locale et une forte immigration à Celrá - Espagne, le projet d'un supermarché qui menaçait l'économie fragile du cœur de ville et la cohésion à Saillans - France, etc.

- et d'une pratique verticale, autoritaire et/ou malveillante du pouvoir par un précédent exécutif : 22 années de mandat non interrompu du Parti Populaire<sup>4</sup> à Torrelodones - Espagne, une généralisation de la corruption par le parti au pouvoir du local au national en Espagne, un maire qui prend des décisions autoritaires contre l'avis et à l'encontre du bien-être de ses habitants à Saillans - France, etc.

Bien sûr, les éléments déclencheurs sont spécifiques à chaque contexte. Ainsi, une tradition locale de militantisme comme cela peut être observé dans le cas de Saillans (Drôme - France), voire de Grenoble (Isère - France) ou encore plus explicitement à Barcelone autour des expulsions d'habitants devenus insolubles aux yeux des banques, peut aussi s'avérer être un facteur favorable à une mobilisation collective qui débouchera ensuite sur une mobilisation politique municipale. Par ailleurs, n'oublions pas l'influence et la combinaison entre les contextes locaux, nationaux et internationaux. De la crise financière mondiale, aux politiques nationales et européennes d'austérité, de la crise des réfugiés au mouvement des indignés et notamment celui du 15 mai 2011 (« 15M ») qui a beaucoup compté en Espagne par exemple, ... ces temporalités sont autant d'occasions de susciter des rebonds de mobilisation ou de structurer encore plus fortement des forces citoyennes ou sociales.

Joan Subirats<sup>5</sup> témoignait de cela en janvier 2017 lors du colloque du GIS « démocratie et participation » (Mediapart<sup>6</sup>) quant au contexte qui a vu naître le mouvement Guanyem, qui est

#### note

septembre 2017

3. Hervé Kempf, *L'oligarchie ça suffit, vive la démocratie*, Éditions du Seuil, 2011 et réédition 2013.

4. PP - Partido Popular : Parti populaire libéral conservateur en Espagne.

5. Joan Subirats est professeur à l'Université autonome de Barcelone et membre de Barcelona en Comú.

6. Joan Subirats dans "Podemos et Barcelona en Comú: les citoyens-s prennent le pouvoir?" Mediapart, 10 février 2017 <https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/100217/podemos-et-barcelona-en-comu-les-citoyen-ne-s-prennent-le-pouvoir>

devenu par la suite « Barcelona en Comú » et a placé Ada Colau à la tête de la municipalité de Barcelone en juin 2015 : « Il est évident que Barcelona en Comú n'existerait pas sans le 15M, mais le 15M à Barcelone est beaucoup plus large que Barcelona en Comú. Cette distinction est importante ». Joan Subirats poursuit en expliquant que plus fondamentalement c'est le système démocratique tout entier qui est en crise et a permis l'essor de Barcelona en Comú : « Le 15M a

très bien ainsi : « il y a un besoin de créer de nouvelles formes d'institutions pour gérer en commun, des institutions au service des gens ». Celrà est une petite commune de 5000 habitants, disposant de peu de ressources humaines et financières, et dont la population, très jeune, a triplé en 20 ans. Elle a fait face à une importante (30% de la population locale) immigration subsaharienne et d'Europe de l'Est. L'arrivée au pouvoir de la Candidatura Unitat Popular en 2015 a

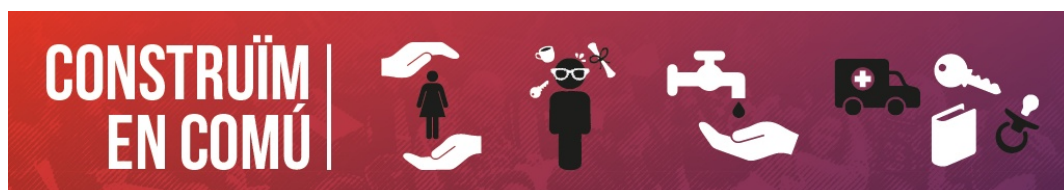


Image : Catalunuya en comú <https://catalunyaencomu.cat/>

ainsi signifié un débordement de la situation politique qui était contrôlée par les partis traditionnels. Ce débordement n'est pas seulement numérique, avec les rassemblements massifs sur les places. (...) Un nouvel agenda politique émerge, lié à l'avenir des jeunes, au quotidien, à l'idée que faire attention aux autres fait aussi partie de la politique. Il y a également un rejet de l'association entre représentation et substitution : ils ne nous représentent pas parce qu'ils ne font pas ce qu'ils disent et ne vivent pas les problèmes que nous vivons. La qualité démocratique du système est interpellée, une nouvelle éthique politique est exigée. »

Ainsi le « ras le bol » généralisé, l'urgence d'une situation économique et/ou sociale délétère, le besoin d'éthique, le sentiment d'impuissance, le constat d'une oligarchie de professionnels de la politique déconnectée de la réalité et incapable de répondre aux besoins criants par les politiques publiques nécessaires, une pratique autoritaire et corrompue du pouvoir... sont autant d'arguments que nous retrouvons derrière l'émergence de ces mouvements municipalistes.

### L'ESSENCE DU MUNICIPALISME : RÉ-INTRODUIRE LA DIMENSION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL ET « CRÉER DE NOUVELLES FORMES D'INSTITUTIONS POUR GÉRER EN COMMUN »

Nous l'avons vu, derrière la contestation du système démocratique dans son ensemble, se trouve à la fois visé son fonctionnement mais aussi son inefficacité à répondre aux besoins, souvent urgents, des populations. Mercè Amich Vidal de la Municipalité de Celrà (Gerona- Espagne) l'exprimait

permis de remettre la municipalité dans sa mission de service public et de réponse aux besoins : « Faire en sorte que les politiques publiques locales répondent aux besoins des populations » (Mercè).

Pour cela, il faut redéfinir les priorités, d'autant plus quand elles sont nombreuses, criantes et que les moyens sont rares. Mercè le rappelait : « Il est d'autant plus nécessaire de co-définir des priorités politiques qu'il y a de petits moyens dans les petites communes et les zones rurales (Ex : Celrà).

A Buckfastleigh au Royaume-Uni, petite commune située dans un parc naturel mais victime d'une situation de pauvreté préoccupante, Pam Barret - Mairesse nous a expliqué que ce sont 8 projets prioritaires qui ont été retenus pour l'action de la municipalité et pour lesquels ont été mobilisés les 90% des impôts et taxes locales récoltés. L'action est modeste dans le nombre d'activités engagées mais ambitieuse dans son souhait d'apporter une réponse concrète et efficace à une situation sociale et économique intenable pour les populations de la commune.

Ainsi, des services d'attention à la population, aux services pour les personnes âgées, des mesures pour les enfants à celles pour mettre fin à la politique de spéculation des logements, à la mise en place de médiateurs culturels ou d'aménagements urbains, jusqu'à la remunicipalisation des services publics (Ex : eau à Paris, Barcelone, Grenoble) ... les réponses aux urgences locales sont toutes aussi diversifiées que les contextes dans lesquelles elles s'inscrivent. Pour autant, toutes portent en elles une notion de service public et de justice sociale.

note

septembre 2017

## VOUS AVEZ DIT « RADICALITÉ DÉMOCRATIQUE » ?

Pour réintroduire l'expression concrète du politique et du collectif dans l'action municipale, c'est le choix d'une certaine radicalité démocratique qui l'emporte la plupart du temps. Plutôt que de réinstaurer la verticalité du pouvoir, il s'agit au contraire de parier sur l'exigence démocratique, la transparence, la pédagogie et la montée en compétence collective vis à vis de la complexité de l'action publique... Il s'agit d'enrichir les marges de manœuvres de l'institution municipale d'une large part d'horizontalité, mais aussi d'une sorte d'articulation, pas tout à fait dosée ou assumée d'ailleurs, entre verticalité et horizontalité.

Ainsi, pour les équipes municipales qui sont parvenues à défaire un élu ou un parti qui avait confisqué le pouvoir pendant de trop longues années, ou qui l'avait conduit de façon autoritaire ou corrompu, le souhait inverse d'introduire plus de transparence et de collégialité (tel est le cas de Saillans et de Torrelodones) se retrouve bien souvent. Cela s'accompagne d'une volonté plus profonde de rigueur démocratique qui passe pour beaucoup par une cohérence des choix et une forte attention accordée à la communication et à la pédagogie.

des actions en cours, des prochains rendez-vous, des résultats constatés ;

- un dispositif de participation numérique pour consulter et recueillir des avis ou des propositions ;

- la mise en débat des choix d'investissement, la transparence et l'explication de l'affectation de chaque denier public. « *Explain for each money what will be the finality* » nous disait Pam Barret-Mairesse de Buckfastleigh au Royaume-Uni. A Torrelodones, c'est un site web très complet et accessible « Où vont mes impôts » <http://torrelodones.dondevanmisimpuestos.es/es> qui a été mis en place dans le même esprit. Plus souvent, nous retrouvons également la solution des budgets participatifs sur les 5% à 10% des budgets d'investissement qui permettent de réinvestir les populations dans le choix de la gestion et l'affectation des financements publics. A ce titre, et sans qu'il s'agisse d'une municipalité citoyenne, la mairie de Paris va d'ailleurs assez loin par l'intermédiaire de son budget participatif car elle favorise et accompagne une meilleure compréhension de la complexité de l'action publique en mettant en place des formations à destination des porteurs de projets mais aussi plus largement des citoyens;

- la définition collective des priorités comme nous l'avons vu avec les 8 projets retenus à Buckfastleigh par exemple ;

- le changement dans la relation et la compréhension de l'administration en passant d'une compréhension abstraite à une compréhension concrète comme le soulignait Mercè (Celrà) : « Nous avons besoin de débattre de choses concrètes sinon la population ne vient pas » ;

- l'accomplissement de missions de service public et de réponse aux besoins pour « faire en sorte que les politiques publiques locales répondent aux besoins des populations » (Mercè - Celrà), par exemple en développant des services à l'attention des personnes âgées, afin de rompre leur solitude et réintroduire de la solidarité.

Ainsi par exemple, à Torrelodones, les priorités sont celles de l'information, la transparence, la participation et la transversalité des décisions municipales. On y parle même de « Services de haute qualité et d'efficacité ». La municipalité a ainsi souhaité encourager une politique de proximité avec une conseillère municipale dédiée à la vie locale, faire le choix de données ouvertes et réutilisables, créer un comité des médias et

note

septembre 2017

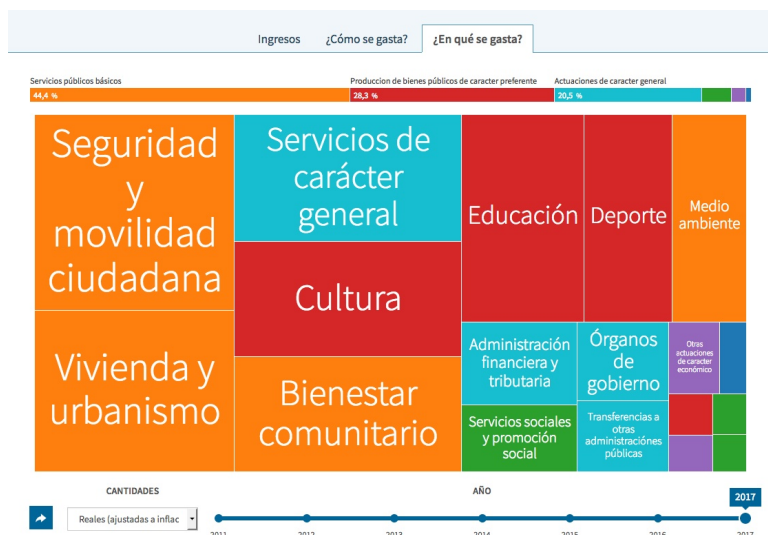


Image : Municipalité de Torrelodones  
<http://torrelodones.dondevanmisimpuestos.es/es/politicas#view=funcional>

Cette pédagogie est en quelque sorte le trait d'union qui permet de rétablir, voire de réparer, le lien et la confiance entre les élus et les citoyens, l'administration locale et les populations. Cette pédagogie repose la plupart du temps sur :

- une communication et des médias (site web, newsletter, médias sociaux notamment) développés pour expliquer les choix, tenir informé



moderniser l'administration notamment autour de la planification et de la participation locales comme base du processus de changement.

On le comprend, plus qu'une pédagogie, il s'agit d'un (ré)apprentissage, celui d'un fonctionnement démocratique qui laisse une voix et un rôle à chacun, dans le respect de ses compétences propres. A Saillans par exemple, le fonctionnement municipal a été entièrement revu, en interne entre les élus, comme dans la relation avec les habitants à travers une gouvernance collégiale et participative. Ainsi, le pouvoir est partagé entre les élus qui « se répartissent entre eux leurs compétences et indemnités de fonction, travaillent en binôme (ou trinôme), se réunissent et prennent leur décision au sein d'un comité de pilotage ouvert au public, et utilisent des outils informatiques collaboratifs ». Par ailleurs, l'implication des habitants se fait via des « commissions participatives thématiques » afin de définir les orientations et priorités d'action à engager, ainsi que « les groupes action-projet » qui vont les préparer, les suivre et les mettre en œuvre ». Si la transparence et l'information sont au cœur du projet municipal, l'exigence de méthode l'est aussi pour animer cette participation. Enfin, un Observatoire la participation (anciennement Conseil des sages) remplit un rôle de veille et d'appui, notamment pour « garantir le pouvoir d'agir des habitants ».

## LES DÉFIS AUXQUELS LE MUNICIPALISME EST CONFRONTÉ

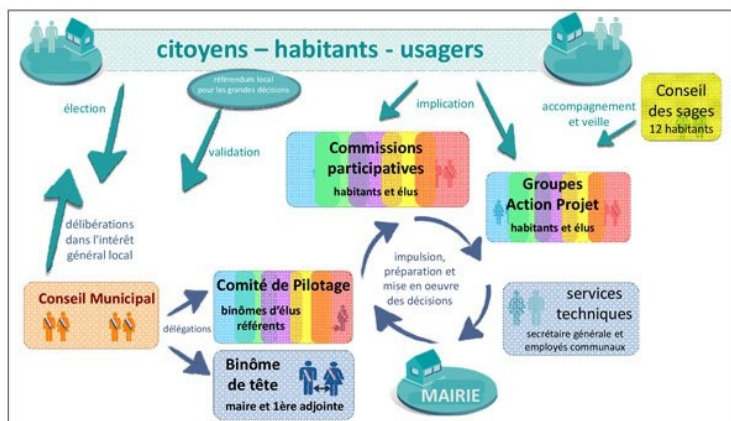
### LA PARTICIPATION, ENJEU CENTRAL DES PROCESSUS DÉMOCRATIQUES MUNICIPAUX

La question de la participation est bien entendu un enjeu central dans ces processus démocratiques municipaux. On sait en effet que de Saillans à Kingersheim, en passant par Celrà ou Torrelodones, le taux de participation stagne autour de 15% à 20% de la population locale (jusqu'à 24% à Saillans), avec un faible renouvellement des composantes (les fameux « TLM » : « Toujours les mêmes ») et une marginale participation des publics les plus fragiles ou éloignés de l'action publique. Ainsi à Torrelodones, alors que le slogan est « si tu veux participer, alors participe ! », la municipalité tente d'ouvrir et d'ajuster au mieux son processus afin de toucher le plus grand nombre. Afin de favoriser la participation, les horaires des réunions sont revus et étendus jusqu'aux soirées. L'inclusion de la population juvénile et infantile est également un parti pris, en faveur de l'ouverture à ce public souvent peu associé. C'est certainement là une façon de faire germer les graines d'une culture démocratique afin de l'ancrer plus durablement au sein des générations futures.

La radicalité démocratique du mouvement municipaliste, s'il en est, se trouve bel et bien dans cette profonde exigence de qualité démocratique et de continuité démocratique chère à Jo Spiegel, Maire de Kingersheim. En effet, en instaurant dans sa ville les Etats généraux permanents de la démocratie, il a rompu avec l'idée que le temps démocratique était limité à celui de l'élection, pour en faire un temps long et permanent. Les dispositifs qui sont mis en place et expérimentés par les mouvements municipalistes - puisqu'il s'agit avant tout de démarches de tâtonnement et d'essai-erreur - redonnent eux aussi une quotidienneté à la démocratie locale. En revanche, et comme nous y invite là encore Jo Spiegel, nous aurions tort de partir du postulat que « tout le monde veut participer » pour y ajuster les dispositifs de participation adéquats. En effet, si l'engouement pour des formes de participation est bien réel pour une certaine part de la population (encore bien trop souvent masculine, retraitée et de catégorie socio-professionnelle supérieure), il serait bien trop hâtif d'en conclure que cela est une tendance largement partagée aujourd'hui. Au contraire, les récentes élections nationales en France, en Autriche, ou encore au Pays Bas et aux Etats-Unis, nous montrent que les populations sont fortement prêtes au repli sur elles-mêmes, au

note

septembre 2017



Présentation de la gouvernance collégiale et participative de Saillans  
<http://www.mairiedesaillans26.fr/menu-principal/projet-communal/presentation-de-la-gouvernance-collégiale-et-participative/>

conservatisme et au dirigisme pourvu qu'on leur donne l'impression de protéger leur confort (tout relatif d'ailleurs) et leur pré carré. Il reste donc encore beaucoup à faire pour parvenir à associer la pluralité de la société à la co- construction des choix politiques municipaux.

## L'ENJEU DE LA STRUCTURATION DES MOUVEMENTS MUNICIPALISTES : ENTRE MOUVEMENT POLITIQUE ET CHANGEMENT D'ÉCHELLE

La consolidation des mouvements municipalistes, depuis leur existence en tant que groupes locaux (de quartier, villageois, urbain,...) jusqu'à leur consolidation en mouvements sociaux ou partis politiques (Podemos, Candidaturas de Unitat Popular, Marea Atlantica) puis leur accession à des fonctions politiques et publiques suite à des victoires électorales, se traduit à travers des trajectoires diversifiées. Podemos s'en distingue car, même si sa volonté est d'ouvrir la politique aux gens ordinaires, il reconnaît volontiers s'être constitué comme « une machine de guerre électorale » afin de gagner le plus de batailles électorales, au détriment d'une démocratie interne au parti qu'il va falloir désormais rebâtir. Ce dernier s'est immédiatement constitué en parti politique, là où les mouvements municipalistes stricto sensu tels que Barcelona en Comú ou Marea Atlantica (Corogne) par exemple, ont avant tout reposé sur

Ces trajectoires sont intéressantes car elles sont à la lueur des questionnements, parfois des désaccords internes, et des transformations de ces mouvements dans le passage d'une vocation associative ou citoyenne à une vocation politique, civique à électorale. Leur objet social, leurs modalités de mobilisation et leur gouvernance peuvent s'en trouver profondément modifiés. Podemos a ainsi assumé le choix d'une certaine verticalité interne, autour d'un fort leadership destiné à gagner des élections. N'y a-t-il pas le risque ici de reproduire les réflexes politiques et électoralistes que l'on connaît de la classe politique traditionnelle actuelle ? Trahit-on ainsi les personnes et motivations que l'on défendait jusqu'alors en faisant d'elles des arguments de campagne ? Ces mouvements sont-ils capables d'aller au-delà des causes qu'ils défendent pour formuler ou co-construire un projet politique qui embrasse la diversité et la complexité de nos sociétés ? Les récentes victoires électorales sont de formidables expériences pour nous aider à y répondre.

Nous comprenons d'ailleurs avec elles et à mi-mandat (pour l'Espagne et, dans une bien moindre mesure, pour la France), que l'enjeu est désormais celui de la mise à l'échelle de ces mouvements municipalistes. Aller un cran plus loin, essayer jusqu'au niveau régional, national voire international. En Espagne par exemple, les mouvements municipalistes (Podemos, Barcelona en Comú, Candidatura Unitat Popular...) s'organisent, notamment en réseaux (plateformes, coalitions d'opposition) afin de peser au niveau régional (comme Cataluña en Comú) et national. Cet enjeu prend d'autant plus de sens que le niveau étatique devient de plus en plus autoritaire et se rabat sur des formes de verticalité qui empêche la respiration démocratique pourtant si nécessaire pour la cohésion sociale et l'efficacité de l'action publique (voir à ce titre le témoignage de Loïc Blondiaux). En outre, les législations nationales ou supranationales sont souvent pointées comme des obstacles aux politiques publiques que souhaitent promouvoir ces municipalités du changement (lois en matière d'accueil des réfugiés, fiscalité envers les entreprises telles qu'Air Bnb, remunicipalisation des services publics, etc.). Obtenir une masse critique, un poids plus important pour peser à d'autres échelles de gouvernance, nationales et internationales, est désormais un objectif très clair pour ces mouvements. Pour autant, ces derniers font montre de prudence et reconnaissent volontiers une certaine fragilité. Celle de mouvements novices dans la politique et la gestion des affaires publiques, qui ne savent pas si l'énergie

### note

septembre 2017



Image : Barcelona en comú  
<https://barcelonaencomu.cat/sites/default/files/-gagner-la-ville.pdf>

la construction d'une plateforme citoyenne, avant d'être obligés par la loi électorale de se déclarer comme partis politiques afin de candidater à l'élection municipale. Barcelona en Comú a quant à lui documenté sa propre expérience à travers l'élaboration d'un guide : « Comment remporter la ville en commun : guide pour la construction d'une plateforme citoyenne municipaliste ». Ce guide présente comment « les gouvernements municipaux, proches des citoyens, (...) représentent le meilleur moyen de faire remonter le changement depuis la rue vers les institutions » : unions des forces de changement, parité, dynamique ascendante, diagnostic partagé, manifeste et code éthique, transparence, respect des équilibres politiques en place, horizontalité, etc. sont autant de dimensions qui ont été privilégiées pour « remporter la ville ».





des personnes qui les composent et l'engouement populaire dont ils ont bénéficié en 2015 (Espagne) pourraient les porter dans une continuité politique à travers une possible réélection en 2019.

En France, les enjeux ne sont pas les mêmes, compte tenu d'un phénomène municipaliste bien moindre que celui espagnol. Progressivement, la victoire municipale de Saillans tend à ne plus être considérée comme un cas isolé, d'autres conseils municipaux citoyens ayant été élus, par le passé ou depuis 2014 suite à des démissions en cours de mandat. Cet engouement est aujourd'hui repris par des collectifs qui se mettent en route pour la construction de listes participatives ou d'assemblées locales (La Belle Démocratie) en vue des élections municipales de 2020. Par ailleurs, le contexte français s'inscrit moins dans l'état d'esprit de municipalités « rebelles » ou de « changement », comme nous pouvons l'observer en Espagne. En outre, en France, la propagation de ces autres formes de démocratie locale et de dynamisation citoyenne ne se limite pas aux listes participatives citoyennes et sont également introduites par des exécutifs municipaux non « municipalistes » (Paris, Grenoble, Kingersheim, Trémargat, Ungersheim, Nantes, Rennes, etc.), voire même à l'échelle métropolitaine (Montpellier, Lyon, Bordeaux) ou régionale (lors des précédentes mandatures en Nord Pas de Calais, Rhône-Alpes) sur des politiques sectorielles (Alimentation, environnement, etc.). Si cela contribue au renouvellement des pratiques et de la perception du pouvoir, on reste en France davantage sur des dynamiques participatives et moins sur une volonté d'émancipation citoyenne ou encore la reconnaissance d'un véritable pouvoir citoyen (pouvoir d'agir). C'est d'ailleurs toute la difficulté qu'ont pu rencontrer, au niveau national, les candidatures citoyennes telles que La Pimaire.org ou Ma Voix lors des récentes élections présidentielles et législatives. Les élections municipales de 2020 seront donc déterminantes en France pour prendre la mesure de la force d'un certain municipalisme « à la française » et de sa capacité à porter le changement à d'autres échelles de gouvernance.

## LA DIFFICULTÉ DE PASSER DE L'ACTIVISME À LA GESTION PUBLIQUE

Derrière ce difficile passage de mouvement citoyen ou social à mouvement politique se trouve la question, soulevée par Manuela Carmena – Mairesse de Madrid, du passage de l'activisme à la gestion publique. Comment se transforme l'action publique et l'administration publique au contact de

ces nouveaux praticiens qui ne sont pas forcément des « professionnels de la politique », qui n'appartiennent pas forcément à l'élite intellectuelle ou économique, qui ne sont pas familiers avec la complexité de l'action publique et les modalités de gestion qu'elle implique ? Comment s'assurer qu'une fois gagnée l'élection municipale, ces représentants citoyens ou sociaux sauront assumer la charge de représentants politiques et publics ; et sauront aller au-delà de la défense de leur cause, de leurs intérêts pour s'ouvrir à l'écoute d'autres besoins, d'autres publics, et co-construire l'action publique avec d'autres parties prenantes ?

Toutes ces questions, nous ne les avons pas vraiment discutées lors des Fear Less Cities. Nous avons peu creusé les transformations que cela implique pour les acteurs (dans et hors) de la vie politique et l'administration publique locale. Pour autant, quelques éléments sont tout de même ressortis. Mercé Amich Vidal de la Municipalité de Celrà mentionnait à ce titre le fait que les élus de la Candidatura Unitat Popular se sont progressivement transformés en « leader communautaires ». Une autre façon donc de pratiquer le pouvoir, d'acquérir une autorité et de l'incarner. Elle témoignait également du fait que « lorsque tu transformes la politique locale, tu te trouves face aux résistances de ton père, de ton voisin et plus généralement de toutes les personnes que tu connais ». Ces changements dans les postures et dans les rôles ne sont pas si évidents à assumer, tant du côté des élus que du côté des citoyens qui se trouvent bousculés dans leurs imaginaires. A ce titre, nous renverrons à l'expérience du maire de Saillans, Vincent Beillard, qui nous expliquait à son début de mandat combien les citoyens se voyaient déstabilisés, voire mécontents, par la transparence et la collégialité de la nouvelle municipalité saillansonne qui excluait des pratiques de favoritisme ou de petits avantages négociés à huis clos en direct avec le maire comme cela est si souvent le cas au niveau municipal. C'est donc tout l'écosystème qui est concerné.

S'agissant des difficultés éprouvées du côté des nouvelles équipes municipales et de leurs élus dans le passage de l'activisme à la gestion publique, on notera l'expérience municipale de Manuela Carmena à Madrid. Cette femme, juge, qui est issue du plus haut niveau de la justice espagnole, a su, tout en reconnaissant « le manque d'expérience institutionnelle de son équipe » et « les erreurs commises dans ce difficile passage de l'activisme à la gestion » rappeler « la nécessité d'appliquer des processus administratifs » et

note

septembre 2017

d'instaurer des règlements ou « protocoles pour mettre en œuvre efficacement la loi »<sup>7</sup>. C'est ainsi par exemple que ces procédures ont permis l'élaboration de critères « objectifs » pour que les associations puissent utiliser l'espace public, « convertissant ainsi en droit (...) ce qui jusque-là était un privilège accordé de façon arbitraire par des autorités locales »<sup>8</sup>.



<http://www.ville-kingersheim.fr/Democratie/Agora-15-20>

## DES MUNICIPALITÉS QUI SE REVENDIQUENT « NON-STATES INSTITUTIONS » : SORTIR DU JOUG DE L'ÉTAT NÉO-LIBÉRAL

A côté de ces cadres et ces normes qui n'ont de raison d'être que s'ils vivent et se nourrissent des interactions avec les populations qu'ils sont censés servir, Joan Subirats rappelle également l'importance pour ces nouvelles équipes municipales de faire vivre une double tension interne et externe à l'institution : « Au-delà de ces dispositifs participatifs, il est important de maintenir la tension entre l'intérieur et l'extérieur, sans penser le changement seulement depuis l'institution. Comme le dit le maire de La Corogne, une autre municipalité du changement, « le jour où l'institution ne nous verra plus comme des intrus, nous aurons perdu notre raison d'être »<sup>9</sup>. Joan Subirats va même beaucoup plus loin en appelant à ce que l'institution joue un rôle de mobilisation à l'encontre de décisions publiques qui seraient injustes : « Face à des expulsions de logement par exemple, certains conseillers municipaux écrivent un tweet pour dire « il va y avoir une expulsion ce matin dans telle rue, nous vous demandons d'y aller parce que nous ne pouvons pas l'arrêter sans votre aide ». C'est sans précédent que l'institution appelle ainsi à la mobilisation. ». Lors de son intervention aux Fearless Cities, ce dernier expliquera un peu plus cette posture, pointant un nouveau rôle pour les villes et les citoyens face aux Etats, celui de « reprendre leurs villes, de ramener le politique dans la vie de tous les jours et pas seulement pour les institutions ». Alors que les Etats sont pieds et mains liés par le néolibéralisme, les villes représentent un espoir. Elles sont l'échelon auquel démocratie et bien commun peuvent s'émanciper. Pour Joan Subirats, « le « Commun » est un concept qui a sa place entre le privé et l'institutionnel, incluant la réponse collective aux problèmes sociaux »<sup>10</sup>.

On le comprend, derrière le municipalisme s'affirme un face à face avec l'Etat néo-libéral et avec des formes institutionnelles qui n'ont que trop servi des intérêts particuliers et asservi des populations aujourd'hui largement victimes de l'effacement du politique au profit de l'économique. Mais la radicalité de cette posture (idéologie ?) ne saurait traduire toutes les intentions qui se trouvent derrière ce renouveau

## note

septembre 2017

7. El Mundo, 12 février 2016 : Manuela Carmena: "A mi equipo le falta experiencia en las instituciones": « ha reconocido "errores" fruto de la "falta de experiencia" de su equipo en las instituciones. "Nos falta pasar del activismo a la gestión", ha dicho Manuela Carmena. » « la principal razón de los problemas que ha tenido que barajar en estas semanas se derivan de que cuesta aceptar que es necesario cumplir rigurosamente los procesos administrativos". "Necesitamos mejorar, tener mejor funcionamiento en la organización y reforzar el asesoramiento de los concejales", ha dicho. "No tiene reglamentos y por eso se cometió el error. Es fundamental crear un protocolo para cumplir de manera eficaz" la ley. » [http://www.elmundo.es/madrid/2016/02/12/56bd9c34268e3ec8238b4653.html?cid=MNOT23801&s\\_kw=manuela\\_carmena\\_a\\_mi\\_equipo\\_le\\_falta\\_experiencia\\_en\\_las\\_instituciones](http://www.elmundo.es/madrid/2016/02/12/56bd9c34268e3ec8238b4653.html?cid=MNOT23801&s_kw=manuela_carmena_a_mi_equipo_le_falta_experiencia_en_las_instituciones)

8. El Mundo, 25 février 2016 : El Gobierno de Manuela Carmena cederá espacios públicos a colectivos con trayectoria asociativa : « Vamos a convertir en un derecho democratizado y regulado lo que hasta ahora era un privilegio que dependía de la arbitrariedad de las autoridades locales", ha señalado este jueves Nacho Murgui, el concejal responsable del proceso. » <http://www.elmundo.es/madrid/2016/02/25/56cef44c268e3e6b728b45ba.html>

## note

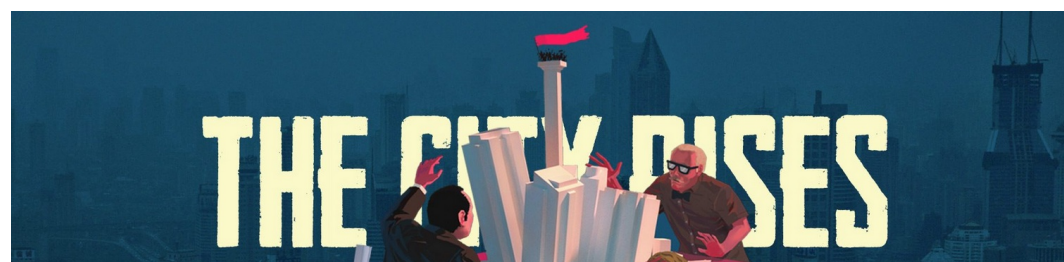
septembre 2017

municipal. Il y a en effet tout un spectre de motivations, de sens, d'engagements, d'idéologies dont les degrés de radicalité diffèrent ; y compris en interne aux équipes municipales. Ainsi à Saillans par exemple, un tiraillement se fait sentir entre ceux qui voient dans cette expérience de gouvernance collégiale et participative le germe d'un changement plus systémique, alors que certains préfèrent laisser de côté cette portée plus globale pour se cantonner à l'exigence rigoureuse du mandat auquel ils sont avant tout tenus vis-à-vis de leurs habitants et électeurs.

Cette posture de résistance à un ordre politique injuste au travers de « non states institutions » démocratiques (Institutions non étatiques) a été évoquée lors de la rencontre des Fearless Cities à travers le récit de l'expérience de la région autonome kurde de Rojava en Syrie du Nord. Cette institution décentralisée est en Syrie un véritable lieu de démocratie. Elle hérite notamment des liens forts que nouèrent Murray Bookchin et Abdullah Öcalan (Parti des travailleurs du Kurdistan – PKK) et qui inspirèrent fortement les leaders politiques kurdes. Depuis l'avènement de leur libération en 2014, les cantons de Rojava se sont donc soudés autour de communes autonomes et de haute exigence démocratique. Ils ont pour vocation de répondre aux besoins des populations et renforcer les administrations locales. A Rojava, c'est une véritable « révolution féminine » qui s'exprime. Y est instaurée une parité totale entre les hommes et les femmes dans la sphère décisionnelle locale (législative et exécutive) ainsi qu'une forte présence féminine au sein de la force démocratique de Syrie, cette protection militaire mise en place pour protéger les institutions démocratiques locales. « Notre système démocratique local ne dépend pas d'une nation mais de notre coexistence » nous livrait ainsi Sinam Mohamad, Foreign Envoy to Rojava Administration North Syria.

Ce rejet de l'Etat et des institutions hiérarchisées, nous le retrouvons bien évidemment avec la philosophie initiale du municipalisme libertaire portée par Murray Bookchin. Ce militant de l'écologie sociale promouvait ainsi l'idée d'une coalition de communes (confédéralisme communal) propice à défaire la suprématie de l'Etat-nation. Sa fille, Debbie Bookchin explique ainsi dans un récent article<sup>11</sup>, de même que lors

des Fearless Cities, que pour lui « tous les problèmes écologiques sont des problèmes sociaux ». « Nous ne pouvons pas répondre aux problèmes écologiques sans résoudre notre addiction à la domination et à la hiérarchie »<sup>12</sup> rappelle-t-elle. Or c'est bien cela que l'institution semble encore trop souvent incarner. Pourtant, à travers sa recherche d'une forme d'organisation qui puisse garantir une société émancipée, égalitaire et en harmonie avec la nature et qui lui ait conduit à sa philosophie de l'écologie sociale, Murray Bookchin porta progressivement un regard plus nuancé sur l'institution. Debbie en témoigne en soulignant que là où les démarches marxistes, anarchistes ou encore celles de la protestation dans la rue ont peu de poids pour ébranler la politique toute puissante des Etats, le municipalisme lui présente une troisième voie. Aujourd'hui, derrière le municipalisme écologique figure une transformation du monde bien plus vaste. Ainsi dit-elle, parce qu'il repose « sur des mouvements citoyens actifs et qu'il insiste pour que les candidats tirent avant tout leur mandat des citoyens », le municipalisme « réinvente la politique et la citoyenneté », il permet le « retour du pouvoir aux gens ordinaires ». Et « contrairement à la politique parlementaire (...), il est transparent, avec des candidats 100% redevables envers les citoyens, délégués et non représentatifs ». Et Debbie d'ajouter quant aux caractéristiques de ce dernier, qu'il est « basé sur la créativité, la communauté, la libre association, la liberté, la démocratie décentralisée, où les gens agissent ensemble pour tracer un futur rationnel ». Pour autant, comme elle ne manque pas de le souligner, « le municipalisme nous emmène au-delà de l'anti-Etat ou de l'environnementalisme anti-capitaliste »<sup>13</sup>. Et de conclure : « Nous avons besoin d'institutions locales durables, pas seulement de politiciens avec un agenda de justice sociale, mais des institutions qui sont directement responsables devant des assemblées qui sont anti-capitalistes. Cela requerra du temps et de l'éducation, mais c'est là notre seul espoir de créer un changement profond, en devenant de nouveaux humains nous nous devons de créer une nouvelle société »<sup>14</sup>.



Radical municipalism : The Future we deserve, Debbie Bookchin, ROAR Magazine  
<https://roarmag.org/magazine/debbie-bookchin-municipalism-rebel-cities/>

9. Ib idem "Podemos et Barcelona en Comú: les citoyen-ne-s prennent le pouvoir?" Médiapart, 10 février 2017.  
<https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/100217/podemos-et-barcelona-en-comu-les-citoyen-ne-s-prennent-le-pouvoir>

10. Notes de Richard D. Barlett issues de la table ronde « Democracy from the bottom up : municipalism and other stories », Medium, juin 2017.  
<https://medium.com/@richdecibels/fearlesscities-notes-democracy-from-the-bottom-up-municipalism-and-other-stories-7fa1395dbfbc>

11. Debbie Bookchin, "Radical Municipalism: The Future we deserve", ROAR Magazine, 21 juillet 2017.  
<https://roarmag.org/magazine/debbie-bookchin-municipalism-rebel-cities/>

12. Op cit, Notes, Richard D. Barlett, « Democracy from the bottom up : municipalism and other stories », Medium, juin 2017.  
<https://medium.com/@richdecibels/fearlesscities-notes-democracy-from-the-bottom-up-municipalism-and-other-stories-7fa1395dbfbc>

13. Op cit, Notes, Richard D. Barlett : "Municipalism takes us beyond anti-state or anti-capitalist environmentalism".

14. Op cit, Notes, Richard D. Barlett: "We need lasting local institutions, not just politicians with a social justice agenda, but institutions that are directly responsible to assemblies that are anti-capitalist. This will require time and education, but it is our only hope of creating deep change, becoming the new humans we must be to create a new society".



## LE MUNICIPALISME : POUR UNE REFONDATION DE L'INSTITUTION PUBLIQUE MUNICIPALE

Ne nous trompons pas d'ennemi ! Nous avons beaucoup entendu pendant les débats que le problème venait avant tout d'institutions publiques qui ne répondent plus aux besoins urgents ou fondamentaux des populations. Or, le problème ne vient pas tant des institutions, que d'une part des dirigeants qui gouvernent par des choix de politiques publiques qui ne bénéficient qu'à une proportion trop réduite de la population et, d'autre part, l'attitude d'un certain consumérisme électoral et d'une délégation irresponsable du pouvoir politique venant des citoyens. Bien évidemment, entre les deux, s'est fortifiée une structure de gouvernance néo-libérale qui éloigne les citoyens des centres de décisions et rend difficile et lente la reconquête de leur souveraineté et de leur pouvoir d'agir. Seulement, à l'heure de refonder notre démocratie, replacer l'exigence de co-responsabilité permet de nous inscrire dans une démarche de co-construction, dans laquelle chacun a une part à assumer (habitants et élus).

On le voit donc, le municipalisme est le résultat d'une transformation lente, au croisement entre l'épuisement d'une verticalité institutionnalisée et centralisée qui, au service d'une élite politico-économique, n'a que trop produit d'exclusion, d'inégalités et d'injustices et qui arrive à bout de souffle, provoquant, d'une part, la colère des populations, un désastre écologique mais aussi - et c'est le deuxième facteur important du renouveau municipal - provoquant des formes de mobilisation qui franchissent progressivement la porte de la légitimité démocratique par l'élection au niveau local. Cette rencontre entre l'action collective et l'action publique est porteuse de beaucoup d'espoir pour refonder les institutions et les oxygéner d'un projet politique partagé, d'une radicalité démocratique, d'un peu plus d'horizontalité et parfois aussi d'un certain militantisme. Le visage de ce municipalisme ne saurait se résumer aux expérimentations espagnoles ou françaises dont nous avons beaucoup parlé. D'autres démarches, y compris celles portées par des élus sans coalition citoyenne préalable, ou même celles d'agents en interne à leur administration, ajoutent à la force de ces mairies du changement. Ce mouvement municipaliste fait aujourd'hui écho à des transformations plus profondes dans la pratique et la perception du pouvoir politique, et dans les conséquences positives qui se produisent dès lors que les forces sociales et les institutions se rencontrent et se ré-ensemencent mutuellement

(Ex : municipalisme, ESS, communs, etc.).

Pour autant, ce changement de posture (pouvoir monopolistique/pouvoir partagé, activisme/gestion publique, militant/élu du peuple, légitimité sociale/légitimité démocratique) n'est pas évident à tenir, il nécessite un apprentissage et une montée en compétences collective (élus et citoyens) afin de mieux saisir la complexité de la gestion publique et de savoir comment organiser la co-construction des politiques dans un rapport renouvelé au pouvoir, côté élu et côté citoyen. Ce changement ne se fera pas non plus sans transformation personnelle, de tout un chacun, car la démocratie c'est avant tout notre rapport à soi et à l'autre. Ce renouvellement des figures et des pratiques du pouvoir, qui touche également les imaginaires, requiert du temps et de la vigilance, si ce n'est de la haute exigence. Cette pratique exigeante du pouvoir c'est celle qui, sans cesse, dans une posture d'humilité et de cohérence, veille à rester fidèle à ses engagements et ses valeurs, à une approche de co-construction, à un objectif de qualité démocratique et de service public, à une éthique, à un esprit de justice sociale, dans le cadre d'un « périmètre démocratique et républicain » délimité...

Une vigilance totale s'impose en effet pour veiller à ce que dans le passage (progressif) d'une action collective à une action publique, les solutions issues de l'action collective ne (re)produisent pas des formes d'exclusion (communautaires et excluantes). En cela, le fait de s'inscrire dans un cadre démocratique et républicain au moment du passage de l'activisme à la gestion publique nous semble important pour rappeler l'impératif d'intérêt général qui doit transcender les postures défensives d'intérêts particuliers. Savoir distinguer action collective et action publique et réhabiliter une institution publique municipale forte, c'est ce qui permet de remettre le politique au service des populations, c'est aussi mettre son énergie au service de la construction de passerelles ou d'espaces intermédiaires (voir l'article de Jean-Louis Laville) pour mobiliser le meilleur du collectif au service d'une efficacité et d'une qualité de l'action publique.

De Celrà à Saillans, Torrelodones, Barcelone, Kingersheim et bien d'autres au Chili, au Brésil, aux Etats-Unis etc... les cartes de la démocratie locale sont rebattues. Elles laissent la place à la construction d'une nouvelle relation entre les élus et les citoyens, l'institution municipale et les populations. Elles réaffirment la valeur du collectif et de l'intérêt général, celle aussi du service public, de la solidarité et de la justice sociale. Elles

note

septembre 2017

combinent action publique et militantisme, peut être parfois avec une confusion des rôles. Elles admettent aussi leur fragilité, celle de mouvements (citoyens, sociaux) qui expérimentent le passage aux responsabilités publiques et politiques. Après y avoir goûté, après avoir fourni une énergie rare pour que ce pouvoir fragile soit avant tout un pouvoir ouvert, nourri de la contribution des habitants et riche de leur intelligence collective, qu'en résultera-t-il ? Qu'en résultera-t-il à l'heure où de l'autre côté, des forces, citoyennes également, prônent toujours plus fort le repli sur soi, le dirigisme et la délégation de pouvoir qui l'accompagne pourvu que le quotidien nous donne l'illusion d'être meilleur ? Au carrefour de ces dynamiques contraires, apparaît tout de même un mécontentement assez unanime contre un système économique et démocratique capitaliste et néo-libéral qui produit de l'inégalité et de l'injustice de façon exponentielle. Est-ce que l'avenir de ces mouvements municipalistes ne se joue pas finalement dans leur capacité à répondre à cette crise localement en réhabilitant l'institution municipale ? Le meilleur à attendre de ces derniers n'est-il pas qu'ils parviennent à étendre cette réaffirmation du politique au sens noble jusqu'à des échelles de décisions nationales voire internationales ?

note

septembre 2017